

Le président argentin qualifie l'affaire montée contre Cristina Fernandez de non-sens juridique

Image not found or type unknown



Buenos Aires, 25 août, (RHC)- Le président argentin Alberto Fernandez, a déclaré mercredi que la vice-présidente Cristina Fernandez n'a commis aucun crime, après que le ministère public ait requis une peine de 12 ans de prison à son encontre pour des irrégularités présumées durant son mandat.

Dans une interview télévisée, le président a déploré l'état du système judiciaire de son pays et qualifié l'affaire contre la vice-présidente de non-sens juridique.

Alberto Fernández a souligné que le dossier contre Cristina Fernandez de Kirchner manque de preuves et repose sur la prémisse qu'elle ne pouvait pas, en tant que présidente, ne pas être au courant de ce qui se passait, a-t-il dit.

"Dans ce cas, Cristina Fernández n'y est pour rien, je n'en doute pas. Qui voudra être président en Argentine s'il doit assumer la responsabilité de tout ce qui se passe sous son gouvernement?"

Alberto Fernández a rappelé qu'il a dénoncé dès le début l'affaire contre la vice-présidente car elle est juridiquement indéfendable.

Le président argentin a accusé les grands médias du pays de promouvoir une condamnation médiatique et de répandre la possibilité d'une grâce, alors que la vice-présidente elle-même est contre une telle procédure.

Nous ne sommes pas unis par la recherche de l'impunité, mais de la justice. Cette affaire a déjà été jugée et rejetée à Santa Cruz, a commenté le chef de l'État.

La vice-présidente argentine est accusée d'association illicite et d'administration frauduleuse de fonds publics, en raison d'irrégularités présumées dans la concession de 51 travaux publics pendant son mandat et celui de son mari, feu Néstor Kirchner (2003-2007), dans la province de Santa Cruz.

En début de semaine, le procureur argentin Diego Luciani, outre la condamnation à 12 ans de prison, a demandé que Cristina Fernández soit déchu à vie de toute fonction publique.

Les présidents de l'Argentine, de la Bolivie, du Mexique et de la Colombie ont publié mercredi une déclaration commune exprimant leur soutien à la vice-présidente Cristina Fernández face à la persécution judiciaire et médiatique dont elle fait l'objet.

Dans le document, les présidents Alberto Fernández, Luis Arce, Andrés Manuel López Obrador et Gustavo Petro affirment que les actions contre l'ancienne chef d'État visent à l'écarter de la vie publique, politique et électorale.

Cristina Fernandez fait l'objet d'un "harcèlement médiatique impitoyable, elle est une fois de plus confrontée à une procédure judiciaire à motivation politique" a pour sa part tweeté depuis La Havane, le président, Miguel Díaz-Canel.

Le président cubain a également témoigné de sa solidarité avec Cristina, et exprimé sa confiance dans le fait qu'elle saura surmonter ce défi comme elle en a affronté d'autres, "avec vérité et raison".

Le groupe de sécurité du président Gustavo Petro est attaqué par un groupe armé dans le nord de la Colombie.

Le commando a réussi à retenir deux véhicules de la caravane et un agent de l'Unité de protection nationale.

Le service de sécurité du président colombien Gustavo Petro a été victime d'une attaque mercredi par un groupe armé dans la municipalité d'El Tarra, dans le département de Norte de Santander, selon la présidence du pays.

Selon les autorités, au moins six individus postés à un poste de contrôle illégal ont fait signe à la caravane de s'arrêter. Lorsque les escortes ont ignoré ces ordres, le groupe a ouvert le feu sur les véhicules, réussissant à crever les pneus de l'un d'eux et à arrêter la circulation d'un autre.

Selon les rapports, deux véhicules ont été abandonnés sur les lieux, et un chauffeur de l'unité de protection nationale a été retenu pendant au moins une heure. Aucun des officiers impliqués n'a été blessé lors de l'attaque.

Le président prévoit de se rendre dans la région vendredi prochain dans le cadre d'une stratégie visant à relancer le processus de paix dans ce pays d'Amérique du Sud.

Source: Russia Today, TeleSur et Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/297526-le-president-argentin-qualifie-laffaire-montee-contre-cristina-fernandez-de-non-sens-juridique>



Radio Habana Cuba